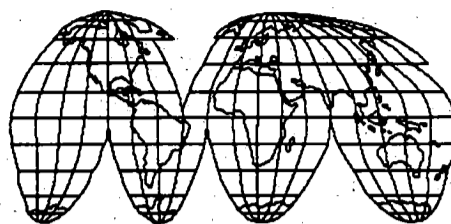




**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

**This Week
in Trade and
Foreign Policy**



du 12 au 25 août 1993

Communiqués :

M. Hockin annonce la visite du ministre du commerce du Viet-Nam

Le 20 août 1993, n° 159

L'honorable Tom Hockin, ministre du Commerce extérieur, a annoncé que M. Le Van Triet, ministre du Commerce et du Tourisme du Viet-Nam, viendra en visite au Canada du 21 au 28 août 1993. M. Triet se rendra à Vancouver, Calgary, Toronto, London et Montréal. «La visite de M. Triet indique l'intérêt considérable des entreprises canadiennes pour le Viet-Nam, pays où elles voient un grand potentiel de croissance et avec lequel elles sont désireuses de nouer des liens commerciaux plus étroits. Nous avons affecté un délégué commercial principal à notre ambassade à Hanoi et nous avons prévu un certain nombre de missions et de foires commerciales au Viet-Nam pour l'année qui vient. Des entreprises canadiennes ont soumissionné des travaux au Viet-Nam qui pourraient entraîner l'exportation de matériel et de services d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars et créer de nombreux emplois au Canada.»

M. Beatty engage le Nigéria à restaurer la démocratie

Le 19 août 1993, n° 158

Le ministre des Affaires extérieures, M. Perrin Beatty, s'est dit vivement préoccupé par le fait que le régime militaire du général Ibrahim Babangida n'ait pas entrepris d'achever la transition de Nigéria vers la démocratie qu'il doit réaliser le 27 août, comme il en avait pris l'engagement. «Le Canada a engagé le général Babangida à céder tel que promis le pouvoir la semaine prochaine à un gouvernement civil démocratique, indépendant des militaires et acceptable pour l'ensemble du peuple nigérian, a déclaré M. Beatty. Le louvoiement sur les arrangements intérimaires et la dure répression dirigée contre les défenseurs des droits de la personne et contre la presse libre démontrent que cet appel n'a pas été entendu.»

Accords Nord-Américains de coopération dans les domaines de l'environnement et du travail -- le Canada atteint ses objectifs

Le 13 août 1993, n° 157

L'honorable Tom Hockin, ministre du Commerce extérieur, a déclaré que le Canada avait atteint ses objectifs et négocié des mesures sévères et efficaces pour protéger l'environnement et les travailleurs de toute l'Amérique du Nord, dans le cadre d'accords additionnels conclus avec les États-Unis et le Mexique. «Ces accords nous donnent l'assurance que les trois partenaires de l'ALENA veilleront à l'application de leurs lois sur l'environnement et le travail, de manière qu'aucun pays ne puisse obtenir un avantage concurrentiel qui soit injuste, a déclaré M. Hockin. Le Canada, les États-Unis et le Mexique y prennent l'engagement, devant la population nord-américaine, de poursuivre une croissance qui soit durable sur le plan de l'environnement et de promouvoir le bien-être de leurs travailleurs. Le Canada a proposé avec succès l'adoption d'importantes sauvegardes sur le plan du respect des lois sans que cela ne crée des obstacles du genre de ceux que l'ALENA a justement pour but de faire tomber.»

Discours :

Nous ne devrions jamais croire que la lutte pour la liberté est terminée. Ce n'est pas une hypothèque qui peut être payée une fois pour toutes. C'est plutôt un élément organique qui doit être protégé et nourri. L'aide accordée aux nouvelles démocraties est un investissement non seulement dans leur avenir, mais aussi dans le nôtre ... L'Organisation des Nations Unies demeure le plus important moyen dont nous disposons pour promouvoir la paix, la démocratie et la liberté dans le monde. Il n'y a sûrement rien de plus important que d'améliorer le plus possible son efficacité ... Permettez-moi de parler d'abord de la façon dont nous pouvons renforcer le rôle vital de l'ONU dans le maintien de la paix : dotons les Nations Unies d'un effectif général permanent dont la tâche sera de planifier et de mener les opérations de maintien de la paix; créons, au sein de l'ONU, un collège militaire qui aura pour mandat de former un corps d'officiers capables de travailler ensemble; faisons en sorte que les Nations Unies soient en mesure de stocker du matériel et d'expédier rapidement par avion l'équipement et le personnel voulus sur les théâtres d'opérations; élaborons un code de conduite et des modalités d'intervention communes pour tout le personnel servant sous le drapeau de l'ONU, puisque l'Organisation souffre des mêmes problèmes d'interopérabilité qui ont été la bête noire de l'OTAN au fil des années; enfin, engageons nos pays à garder en état d'alerte des troupes auxquelles le Secrétaire général

pourrait faire appel à bref avis lorsqu'une crise se présente. Il est tout à fait inacceptable que le Secrétaire général des Nations Unies parcoure le monde, sèbile à la main, pour exhorter les pays membres, grands et petits, à payer leur quote-part. L'Organisation des Nations Unies ne peut fonctionner efficacement si elle est en perpétuelle crise financière. Chaque pays convaincu de la valeur de l'Organisation doit verser sa quote-part en entier et dans les délais prescrits.

Tiré de l'allocution prononcée par l'honorable Perrin Beatty, secrétaire d'État aux Affaires extérieures au Freedom Forum «La volonté de réformer le système onusien», à Toronto, (Ontario), le 18 août 1993, n° 93/53.

Je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que le Canada, les États-Unis et le Mexique ont conclu, dans le courant de la nuit, deux importants accords qui viendront consolider la coopération entre eux. Ces accords renforceront la protection de l'environnement nord-américain et contribueront au maintien et à l'amélioration des conditions de travail sur notre partie du continent ... Les trois partenaires reconnaissent que nul pays ne peut se permettre de fonder son infrastructure industrielle sur des usines polluantes dans le dessein, à bien courte vue, de distancer rapidement la concurrence. Un tel comportement n'est dans l'intérêt de personne. La pollution et le gaspillage des ressources nuisent à l'économie et compromettent les perspectives de croissance ... Nous avons convenu rapidement que, pour être efficaces, ces accords devaient contenir des mesures garantissant l'application de nos lois en matière d'environnement et de travail. Ils prévoient de telles mesures. Mais que cela soit dit une fois pour toutes, le Canada ne fera jamais l'objet de sanctions commerciales dans le cadre de ces accords. Les gouvernements qui négligeront de faire appliquer leurs lois auront à payer des amendes, versées dans un fond dont l'objectif sera d'améliorer les conditions dans les domaines de l'environnement et du travail. Les tribunaux canadiens auront la charge d'imposer toute pénalité retenue contre le Canada. Le Mexique et les États-Unis ont opté pour une solution différente. En effet, ils s'exposent, en cas de manquement, à la suspension des avantages de l'ALENA, y compris à la perception d'un droit de douane ou d'un tarif. En d'autres termes, à des sanctions commerciales. Nous avons négocié l'ALENA pour abattre les barrières commerciales. Aux termes de cet accord, il n'y aura aucune nouvelle barrière de la sorte -- des barrières qui, à notre avis, auraient donné aux intérêts protectionnistes des munitions pour saper les avantages du libre-échange.

Tiré de l'allocution prononcée par l'honorable Tom Hockin, ministre du Commerce extérieur, concernant l'issue heureuse des négociations relatives aux accords Nord-Américains sur la coopération dans les domaines du travail et de l'environnement, à Ottawa (Ontario), le 13 août 1993, n° 93/52.

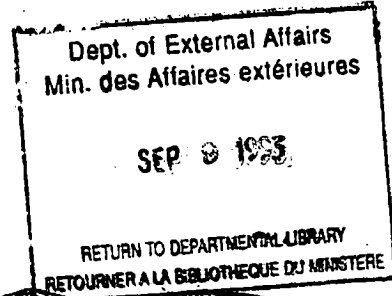
A VENIR :

- 5-13 septembre 1993 : Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement (le Caire)
- 23-24 septembre 1993 : Réunion des hauts fonctionnaires de la Coopération économique Asie-Pacifique (Honolulu)
- 28-30 septembre 1993 : Réunion annuelle de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Tokyo)
- 16-18 octobre 1993 : Sommet de la Francophonie (île Maurice)
- 21-25 octobre 1993 : Réunion des Chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (Chypre)
- 17-19 novembre 1993 : 5^e Réunion ministérielle de la Coopération économique Asie-Pacifique (Seattle)
- 26-28 novembre 1993 : Réunion du Conseil des ministres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Rome)
- 2-3 décembre 1993 : Réunions du Conseil de l'Atlantique Nord de l'OTAN et du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord (Bruxelles)

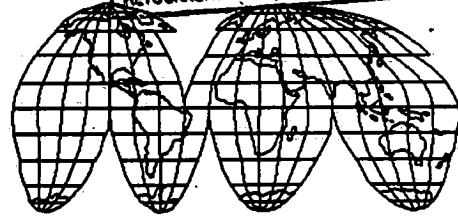
Note : «Le commerce et la politique étrangère cette semaine» n'est pas paru la semaine dernière par manque de matière à publier. BPF a jugé que les coûts n'étaient pas justifiés. Nous agirons de même si ces circonstances se reproduisent.

CA1
EA
T38
Sep 1,
1993
Copy 2

NON - CIRCULATING
CONSULTER SUR PLACE



This Week in Trade and Foreign Policy **Le commerce et la politique étrangère cette semaine**



August 26 to September 1, 1993

PRESS RELEASES:

Beatty Urges Warring Parties in Bosnia-Herzegovina to Reach Peace Settlement **September 1, 1993, No. 163**

External Affairs Minister Perrin Beatty urged the warring parties in Bosnia-Herzegovina to reach a negotiated peace settlement and end the fighting. "As the peace talks resume in Geneva, it is important that all sides make the final compromises necessary to conclude a peace accord and put an end to further bloodshed in Bosnia-Herzegovina," said Mr. Beatty. "The consequences of continued fighting this winter will be catastrophic for all Bosnians.... Canada is already very active in Bosnia-Herzegovina.... We will consider how best we could contribute to the implementation of a negotiated settlement in light of requirements and Canadian resources." Canada's contribution now exceeds \$118 million in direct and indirect costs, including humanitarian assistance to the former Yugoslavia of \$38 million.

Beatty Applauds Withdrawal of Russian Troops from Lithuania **August 31, 1993, No. 162**

External Affairs Minister Perrin Beatty welcomed Russia's decision to resume the withdrawal of its troops from Lithuanian territory. Mr. Beatty also called on Russia to begin its troop withdrawal from Latvia and Estonia as quickly as possible. "Canada has strongly supported the call by the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) for the early, orderly and complete withdrawal of foreign troops from the territories of the Baltic States," said Mr. Beatty. "We are therefore pleased that Russia and Lithuania have been able to overcome their differences, and that all Russian troops will soon be out of Lithuania."

Canada to Suspend Sanctions Against Haiti **August 27, 1993, No. 161**

External Affairs Minister Perrin Beatty announced that Canada is suspending its economic sanctions against Haiti. The decision is in response to calls from the United Nations and the Organization of American States (OAS) to suspend international sanctions against Haiti following the ratification of Prime Minister Malval and the acceptance of his Cabinet and his political and economic program by the Haitian Parliament. "I would like to offer to President Jean-Bertrand Aristide and Prime Minister Robert Malval my best wishes for success in their difficult task ahead, and to assure them of Canada's continued support for the Government of Haiti and the people of Haiti in the reconstruction of their country. I would also like to express my sincere admiration and congratulations to Special Envoy Dante Caputo, OAS Secretary-General Joao Baena Soares and UN Secretary-General Boutros Boutros-Ghali for their efforts and determination in bringing about a peaceful solution to the Haitian crisis," the Minister said. Mr. Beatty said, however, that any failure to comply with the terms of the Governors Island Agreement on the transition to democracy and the return of President Aristide could trigger a return to sanctions. The Minister also said that, effective immediately, Canada will resume the full range of the co-operation that had been suspended after the September 30, 1991, coup-d'état. Canada's bilateral development assistance program will be reinstated in close consultation with the Haitian government. Canada will also work with international financial institutions to secure an adequate financial assistance package to enable the new government to carry out its mandate.

DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
COMMUNICATIONS BUREAU

H.J. Heinz Sells Baby Food to Russia with EDC Financing

August 26, 1993, No. 160

The Honourable Tom Hockin, Minister for International Trade, announced that the Government of Canada, through EDC (Export Development Corporation), would provide financing of up to US\$15.5 million for the sale of baby food produced by the H.J. Heinz Company of Canada to the Russian Federation. This sale represents the second allocation under the Food Line of Credit to Russia, originally signed in April 1992. It is expected that over 600 person-years of employment in Canada will result from this transaction.

UPCOMING EVENTS:

- September 5-13, 1993: United Nations International Conference on Population and Development (Cairo)**
- September 21-
December, 1993: 48th United Nations General Assembly**
- September 23-24, 1993: Asia-Pacific Economic Co-operation Senior-Official Meeting (Honolulu)**
- September 28-30, 1993: International Bank for Reconstruction and Development Annual Meeting (Tokyo)**
- September 29, 1993: Canada's Address to the 48th United Nations General Assembly**
- October 16-18, 1993: La Francophonie Summit (Mauritius)**
- October 21-25, 1993: Commonwealth Heads of Government Meeting (Cyprus)**
- November 18-19, 1993: 5th Asia-Pacific Economic Co-operation Ministerial Meeting (Seattle)**
- November 30-
December 1, 1993: Conference on Security and Co-operation in Europe
Council of Ministers Meeting (Rome)**
- December 2-3, 1993: NATO North Atlantic Council and
North Atlantic Co-operation Council Meetings (Brussels)**

Additional copies of the above documents can be ordered through External Affairs and International Trade Canada at (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Trade and Foreign Policy Communications Bureau of External Affairs and International Trade Canada.